

17 mai 2024

Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie



A travers le monde, cette journée est consacrée à l'action contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. C'est l'occasion pour la fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale de renouveler son engagement aux côtés des lesbiennes, gays, bisexuel·le·s et trans (LGBTQI+).

Depuis 2005, le 17 mai est une journée de sensibilisation et de prévention pour agir contre la violence sous toutes ses formes et en tous lieux (physique, psychologique, sexuelle, médicale, sociale, institutionnelle...) envers l'homophobie, la transphobie et la biphobie.

Les droits et libertés des personnes LGBTQI+ en France mais aussi dans le monde restent menacés. D'après le bilan annuel du service statistique ministériel de la sécurité intérieure, les atteintes anti LGBTQI+ ont augmenté de 3%.

À l'occasion de cette Journée internationale de luttes, le comité d'organisation de Paris 2024 a annoncé la création de la Maison des Fiertés : un lieu identifiable et sûr qui accueillera pendant les Jeux les athlètes LGBTQI+, les membres de leur entourage, leurs supporters et leurs alliés.

**Le 17 mai, réaffirmons nos valeurs
du vivre ensemble, avec les mêmes droits
dans la vie et au travail !**

*Liberté, égalité, droit d'aimer.
Luttons contre toutes formes
de discriminations !*

Cette bonne intention ne doit cependant pas masquer les nombreuses discriminations liées à un monde « non-incluant » et souvent portées par les discours idéologiques violents de domination et les idées d'extrême droite et de droite extrême.

La CGT de la Santé et de l'Action Sociale est contre toutes ces attaques idéologiques.

Quelques chiffres :

- 77% des Français perçoivent le milieu sportif professionnel comme étant homophobe (75% pour le milieu amateur)
- Au global, 46% des Français ont déjà été témoins d'un comportement homophobe ou transphobe dans le milieu sportif, tandis que 73% des personnes se définissant comme LGBTQI+ en ont déjà été témoins dans ce cadre
- Pour la quasi-totalité des Français (91%), tout doit être fait pour que chacun puisse pratiquer son activité sportive librement et sereinement quels que soient son identité ou sa sexualité.

